



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 3801

Texte de la question

DETTE PUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Gilles Carrez, pour le groupe Les Républicains.

M. Gilles Carrez. Ma question s'adresse au ministre des finances : cela laissera au Premier ministre le temps de se calmer. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Sébastien Denaja. Lamentable !

M. Gilles Carrez. Le déficit public de la France est de 3,5 % du PIB en 2015, soit près de 80 milliards d'euros.

M. Bernard Roman. Ce n'est pas Balladur !

M. Gilles Carrez. C'est l'un des plus mauvais résultats de tous les pays de la zone euro, et pourtant vous vous en glorifiez. La dette publique continue donc d'augmenter. Elle atteint 2 100 milliards d'euros et va laisser à nos enfants et à nos petits-enfants un fardeau insoutenable. Et ce mauvais résultat, cette dette qui enfle ne vous empêchent pourtant pas d'ouvrir tout grand le carnet de chèques, le carnet de chèques en blanc.

M. Nicolas Bays. Sous Sarkozy, la dette a augmenté de 650 milliards d'euros !

M. Gilles Carrez. En quelques semaines, vous venez de décider l'augmentation du point d'indice pour 5 millions de fonctionnaires – dépense non financée ; la généralisation de la garantie jeunes (« *Oui !* » sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen) – non financée ; la multiplication des contrats aidés sans perspectives de débouchés (« *Bravo !* » sur les mêmes bancs) – dépense non financée.

Les élections présidentielles approchent, c'est vrai. Mais est-ce une raison pour dégrader encore plus nos finances publiques ? Monsieur le ministre, il n'y a pas de cagnotte cachée pour verser des allocations clientélistes avant les élections. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe Les Républicains.*) Il n'y a qu'une montagne de dettes. Quand deviendrez-vous enfin sérieux et responsable dans la gestion des finances publiques de notre pays ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, je réponds toujours avec passion quand il s'agit de la République, de la nation et de l'unité. Pardonnez-moi, mais si j'y mets de la passion, c'est parce que j'ai des

convictions...

M. Jean Leonetti. Nous aussi, nous avons des convictions !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...et que je pensais qu'en effet, face au terrorisme, l'unité et le rassemblement auraient dû s'imposer au-delà des calculs. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, du groupe écologiste et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

M. Christian Jacob. Vous êtes minoritaire dans votre propre groupe !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Parce que je vous connais bien et que je connais votre sérieux et votre engagement dans ce domaine, je pourrais parfaitement rappeler, monsieur le président, vous qui étiez rapporteur général du budget, ô combien moins exigeant vous vous montriez à l'égard du gouvernement et de la majorité précédents et de l'accumulation des déficits et des dettes à cette époque. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – Exclamations et « C'est faux ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Oui, je veux saluer le travail fait, au sein du Gouvernement, par Michel Sapin et Christian Eckert pour le rétablissement progressif de nos comptes publics. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Vous qui êtes profondément responsable : au moment où nous obtenons, en matière de déficit public, un résultat meilleur que celui qui était prévu par la Commission européenne...

M. Guy Geoffroy. Un résultat moins mauvais que prévu !

M. Christian Jacob. Vous êtes le dernier de la classe, vous êtes le plus mauvais !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...un résultat que vous-même aviez d'ailleurs mis en doute ici même, pourquoi le dénigrez-vous ? Pourquoi ne pas saluer une fois, au cours de cette législature, le travail, l'engagement et la réussite de ce gouvernement ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Jean-Claude Perez. Vous êtes de mauvaise foi !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Enfin, monsieur le président, j'assume et nous assumons pleinement le fait de vouloir donner un signe et marquer notre confiance à l'égard des fonctionnaires et des agents publics de ce pays. Oui, nous le faisons. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et du groupe écologiste.*) Après les événements terribles du mois de janvier et de novembre, tout le monde, vous y compris, ainsi que nos compatriotes, ont salué l'engagement des policiers, des gendarmes, du personnel de santé, des enseignants, du personnel des collectivités territoriales.

M. Yves Nicolin. Ce n'est pas vous qui payez ! Ce n'est pas votre argent !

M. Manuel Valls, Premier ministre. L'augmentation du point d'indice de 1,2 % ne relève pas d'un geste électoral et ne consiste pas à jeter l'argent par la fenêtre. Nous l'assumons. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*) Le pays entrera bientôt dans la phase importante de l'élection présidentielle ; alors pour que le débat soit clair, proposez ! Dites-nous comment faire, avec moins de 100 à 150 milliards d'euros sur cinq ans, pour avoir plus de sécurité, plus d'écoles, plus de République dans les territoires urbains et ruraux ! Comment faire en baissant en même temps les impôts ?

M. Christian Jacob. En faisant moins de démagogie !

M. Manuel Valls, *Premier ministre*. Vous, vous avez augmenté les impôts et les déficits. Nous, aujourd'hui, nous réduisons les déficits et les impôts, pour les entreprises comme pour les particuliers.

M. Jean Leonetti. Ce n'est pas vrai !

M. Manuel Valls, *Premier ministre*. Voilà ce qui change, voilà la différence entre ce que vous dites et ce que nous faisons. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur quelques bancs du groupe écologiste et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Mme Claude Greff. menteur !

Données clés

Auteur : [M. Gilles Carrez](#)

Circonscription : Val-de-Marne (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3801

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [31 mars 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [31 mars 2016](#)